

Produits alimentaires sur les trottoirs, danger pour la santé publique

LE JOUR

D'ALGERIE

En s'imposant devant la Tunisie en amical

Les Verts battent le record africain d'invincibilité

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5398 - Dimanche 13 juin 2021 - Prix : 10 DA

Pétrole/Selon l'AIE

D'ici fin 2022, la demande devrait dépasser le pic d'avant-pandémie

Après la sortie nationale de «Héliopolis»

«Abou Leila» et «En attendant les hirondelles» en salles de cinéma

Certification électronique

La contrepartie financière applicable aux prestataires fixée par décret

Boumerdès

Neutralisation d'un réseau de vente d'armes de 6^e catégorie

Le président de la République a accompli son devoir électoral

Pour Tebboune, le boycott est libre mais sans l'imposer à autrui

- «J'ai déjà déclaré que le taux de participation ne m'intéressait pas».
 - Un taux de participation de 14,47% à 16h00
- Tizi Ouzou/86 centres de vote fermés, saccage d'urnes et taux faible de votants
 - Béjaïa/Un boycott citoyen massif



PH/E. Soraya/J. A.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a accompli son devoir électoral dans le cadre des élections législatives, a affirmé qu'il respectait le choix des parties qui ont opté pour le boycott. «Ceux qui ont choisi le boycott, c'est leur droit, à condition qu'ils n'imposent pas leur décision aux autres, car tout le monde est libre dans ce pays, mais dans le respect de l'autre», dira-t-il.

Mostaganem

L'image touristique de la ville dégradée par l'informel

Après-vente

Les opérateurs tenus d'assurer le service sur l'ensemble de leurs réseaux de distribution

Le président de la République a accompli son devoir électoral

Pour Tebboune, le boycott est libre mais sans l'imposer à autrui

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a accompli son devoir électoral dans le cadre des élections législatives, a affirmé qu'il respectait le choix des parties qui ont opté pour le boycott. «Ceux qui ont choisi le boycott, c'est leur droit, à condition qu'ils n'imposent pas leur décision aux autres, car tout le monde est libre dans ce pays, mais dans le respect de l'autre», dira-t-il.

Par Louisa Ait Ramdane

Dans ce contexte, le chef de l'Etat a évoqué l'un des principaux fondements de la démocratie qui veut que la majorité respecte la minorité, mais la décision demeure entre ses mains. Après avoir rappelé que «voter se veut un devoir national», le Président Tebboune a évoqué les prévisions concernant les résultats de ces échéances, indiquant à ce propos : «J'ai déjà déclaré que le taux de participation ne m'intéressait pas. Ce qui m'importe est que ceux qui sortiront de l'urne détiennent la légitimité populaire qui leur permettra, demain, d'exercer le pouvoir législatif». Il s'est déclaré optimiste quant à la participation populaire, s'appuyant sur les échos des journalistes qui couvrent le déroulement du scrutin à travers plusieurs wilayas du pays, lesquels font état d'une «affluence des jeunes et des femmes à ces échéances». A une question sur la composante du prochain gouvernement, le président de la République a affirmé que la Constitution a tranché à ce sujet, c'est-à-dire en cas de majorité parlementaire ou présidentielle, et dans les deux cas, «nous allons prendre une décision consacrant la véritable démocratie». Pour sa part, Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), a déclaré après avoir accompli son devoir électoral : «Le processus électoral se déroule normalement depuis le coup d'envoi. Aucun dépassement n'a été enregistré». En ce qui concerne la participation populaire à ce scrutin, le président de l'Anie a souligné que cette participation prend une courbe ascendante, ce qui dénote qu'elle confèrera la légitimité au Parlement qui sera issu de ces élections, notant qu'il faut examiner avec soin les chiffres de la participation à ces élections.

Après avoir voté à Alger, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a souligné le



rôle de l'électeur algérien qui, par le fait de voter, pose aujourd'hui la pierre angulaire pour l'édification de nouvelles institutions émanant de la Constitution de novembre 2020. Il a ajouté, à ce titre, que la loi fondamentale du pays s'appuie sur trois axes qui consistent en l'éloignement de l'argent de la politique avec la moralisation de l'acte politique, l'élaboration de programmes et le débat constructif ainsi que la réhabilitation de la place de la femme, des jeunes et des compétences au sein des nouvelles institutions. Le ministre a également déclaré que le prochain ren-

dez-vous électoral, notamment le renouvellement des Assemblées populaires locales (APC et APW), sera une occasion pour consacrer les valeurs de la transparence et de l'intégrité, afin de faire barrage aux prédictions diaboliques des laboratoires du chaos destructeur.

Kamal Fenniche, président du Conseil constitutionnel, a déclaré que les résultats définitifs prendraient du temps pour être proclamés, en raison du nombre important de candidatures et de bulletins de vote à traiter. Après avoir accompli son devoir électoral à l'école primaire El



Maamoun, dans la commune de El Biar, Fenniche a appelé les citoyens à participer massivement au scrutin, étant l'unique voie pour garantir le changement escompté où la démocratie règne et les libertés fondamentales ainsi que les droits du citoyen et de l'Homme sont respectés. Pour ce qui est du rôle qui incombe au Conseil constitutionnel dans le cadre des législatives, Fenniche a précisé que la responsabilité consiste à veiller à la régularité et à la transparence de l'opération électorale, à annoncer les résultats définitifs du scrutin et à statuer sur les recours, indiquant que les réponses aux recours seront communiquées dans un délai ne dépassant pas dix jours. Les bureaux de vote, à l'échelle nationale, ont ouvert hier matin à huit heures, dans les strictes conditions sanitaires, notamment

le port du masque, pour permettre à plus de 24 millions d'électeurs de choisir leurs représentants au sein de l'APN pour les cinq prochaines années.

Selon les images diffusées par la Télévision nationale, dans les wilayas notamment du Sud, les files d'attente dans les bureaux de vote sont plus importantes et les citoyens ont voté assez tôt en raison de la chaleur. Plusieurs hauts responsables, à l'instar de Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, Abdelaziz Djerad, Premier ministre et le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum et le porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, ont accompli leur devoir électoral.

L. A. R.

Élections législatives anticipées Un boycott citoyen massif à Béjaïa

Très peu de votants ont été enregistrés hier aux élections législatives anticipées dans la wilaya de Béjaïa. Un taux de participation provisoire de 0,72 %, soit un total de 4 017 votants, a été annoncé en début d'après-midi par radio Soummam, depuis le siège du bureau de wilaya de l'Autorité nationale indépendante de l'organisation des élections législatives (Anie). Peu de centres de vote ont été ouverts hier, devant un boycott citoyen massif qui s'est transformé, parfois, en rejet. Au total, 22 centres de vote ont été ouverts dans 16 communes de la wilaya de Béjaïa, sur les 52 qu'elle compte, et où 509 centres comprenant 1 705 bureaux de vote ont été ouverts. Il ne restait que 2 bureaux de vote ouverts dans la matinée : «L'un au village Hammam Silane, municipalité de Tifra, où 20 votants ont été enregistrés avant sa fermeture quelques heures après, et l'autre dans la ville de Béjaïa», a annoncé la radio locale, se référant aux chiffres communiqués par le bureau de wilaya de l'Anie. Dans la ville de Béjaïa, 4 centres de vote ont été ouverts dans la matinée, avant que trois ne soient fermés. «Il s'agit des centres Ibn Rochd, où l'on a enregistré 125 votants,

Ibn Toumert où il a été recensé 486 votants, Ibn Badis avec 216 votants et enfin à El-Houria où 225 électeurs ont voté», toujours selon les chiffres de l'Anie. A Melbou, sur 8 535 votants, seul un centre (Ecole Chahid Mebarki) était ouvert dans la matinée où 4 votants ont réussi à glisser leur bulletin dans l'urne avant que le bureau ne soit fermé. Pareil à Souk El-Tennine, le seul centre et bureau qui a ouvert ses portes dans la matinée au niveau de l'école Yakoubi-Salah a aussitôt fermé ses portes, peu de temps après le vote de 25 personnes sur 9 352 inscrites. Dans la vallée de la Soummam, notamment les communes d'Akbou, Tazmalt, Ath M'likèche, Ouzellaguen et Tamokra, des bureaux de vote ont été jumelés et regroupés en un seul bureau dans un seul centre de vote. A Tazmalt, des jeunes s'en sont pris à un bureau de vote. Ces bureaux ont été fermés du fait du boycott citoyen ou de l'absence d'encadreurs et de votants après le vote de quelques personnes. D'autres centres n'ont tout simplement pas ouvert faute d'encadreurs, superviseurs, observateurs et votants, tels qu'à Boudjellil, Ighil-Ali, Aït R'zine. A Aokas, des citoyens se sont

regroupés à la place Katia-Bengana pour exprimer leur mécontentement par rapport à cette compétition électorale. A Amizour, l'unique centre ouvert a été fermé une heure après, en raison de la pression populaire. Au niveau de ce bureau, 36 personnes ont voté. Un rassemblement citoyen a également été organisé aux alentours du centre, exigeant avec beaucoup d'insistance sa fermeture. A Kherrata, la marche populaire hebdomadaire a été maintenue et des dizaines de citoyens ont réitéré leurs revendications, dont celle liée au rejet de cette joute électorale. Des centres de vote ont été fermés suite à la pression populaire, notamment à Tichy et El-Kseur. A Sidi-Aich, sur 70 303 inscrits, 45 votants seulement ont été enregistrés vers 11h00 dans un bureau de vote, sur les 25 ouverts dans 9 centres de vote. Il faut noter que dans de nombreuses localités, les bureaux ou les centres de vote n'ont pas ouvert leurs portes. C'est le cas à Akfadou, Boudjellil, Aït R'zine, Chellata, Timezrit, Tizi N'berber, Ighram, Béni Djellil, Tinebder, Seddouk, Souk Ouffela, M'cinsa, Amalou, Bouhamza, Barbacha, Kendira, Feraoune, Fenaïa, Taourirt Ighil, Béni

Maâouche, Kherrata, Draâ El-Gaid, Aït Smail, Toudja, Chemini, Tibane, entre autres. La journée d'hier a été calme dans la majorité des communes. Des échauffourées ont été enregistrées à El-Kseur, Tichy et une vive tension durant quelques heures à Amizour, au niveau du seul centre de vote qui a ouvert ses portes avant sa fermeture une heure après. Idem à Tazmalt. Les bulletins de vote ont été déchirés par des manifestants et éparpillés dans la rue. Des urnes et isolements ont également été saccagés. Le calme est revenu et les gens ont vaqué normalement à leurs occupations. Notons que les candidats sont en course pour s'emparer des 9 fauteuils accredités à la wilaya de Béjaïa, sachant que l'Assemblée populaire nationale dispose de 407 fauteuils. Il faut rappeler que le corps électoral de la wilaya de Béjaïa est de 561 796 inscrits et le nombre de listes en lice est de 17, dont 3 listes conduites par des candidats indépendants. Il est noté 75 % de jeunes et le taux de participation des femmes est de 39 % en tant que candidates à cette joute électorale pour laquelle 14 480 encadreurs ont été mobilisés.

Hocine Cherfa

Un taux de participation de 14,47% à 16h00

LE TAUX de participation aux élections législatives a atteint 14,47% à 16 heures au niveau national, a annoncé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. M. Charfi a précisé que le taux de participation à travers le territoire national s'élève à 14,47 % à 16h00, soit 3.402.720 électeurs sur un total de 23.522.322. Le taux de participation avait atteint 10,02% à 13 heures et était de 3,78 % à 10 heures, rappelle-t-on.

R. N.

Le commerce informel bat son plein en cette période estivale

Produits alimentaires sur les trottoirs, danger pour la santé publique

■ En cette période estivale, des produits alimentaires, notamment laitiers, du pain, des boissons gazeuses, sont quotidiennement exposés en plein air, sous un soleil de plomb, par des commerçants peu soucieux de la santé de leur clientèle. Cette situation est malheureusement perçue comme tout à fait ordinaire, vu l'indifférence des pouvoirs publics.



Ph.D. R.

Par Thinhinene Khouchi

Le commerce informel bat son plein en cette période estivale. Dans les souks, les rues, les routes et les espaces, on retrouve toutes formes de produits (vêtements, cosmétiques, électroménager...). Mais le pire reste les produits alimentaires, notamment laitiers (fromage, beurre,

yaourt) qui sont déposés à même le sol, les baguettes de pain ainsi que le pain traditionnel, les boissons gazeuses et les jus tels que cherbat dans des sachets, sont exposés et commercialisés en plein air. De la sardine, du thon, des conserves, poissons et autres produits alimentaires périssables sont exposés à la poussière et aux gaz polluants, à côté des eaux stag-

nantes et des bouches d'égoût. Cette année, même la pastèque est vendue en tranches, une bonne initiative pour permettre au consommateur d'acheter la quantité voulue, mais malheureusement celles-ci sont exposées des heures durant au soleil, sans respect des règles d'hygiène et de la chaîne du froid. A ce propos, dans une publication sur sa page Facebook, l'Association

de la protection du consommateur et de son environnement (Apoce) a dénoncé la vente de la pastèque en tranches, indiquant : «Nous avons reçu récemment de nombreux cas d'intoxication alimentaire causés, selon beaucoup, par la pastèque», indique un médecin généraliste dans la publication, expliquant que «la pastèque elle-même ne provoque pas d'intoxication alimentaire, mais ce sont les mauvais comportements des commerçants et des citoyens, ainsi que les méthodes de vente et de conservation qui en sont la cause». Il ajoutera que «le phénomène nouveau et étrange de la "vente à moitié" est très dangereux pour la santé du citoyen, même si les commerçants croient bien faire en recouvrant des morceaux de pastèque d'un film plastique alimentaire afin d'éviter la poussière. Ce film alimentaire s'avère être plus dangereux, car il est considéré comme cancérigène lorsqu'il est en contact avec les aliments et exposé à des températures élevées ou au soleil». «Le pire, ce sont les couteaux utilisés pour découper les pastèques qui ne sont souvent pas propres», indique l'Apoce dans sa publication, appelant les consommateurs à ne pas consommer les pastèques coupées et exposées

des heures au soleil. Elle indiquera que «la commercialisation de la pastèque et des produits alimentaires en général est très sensible et nécessite de l'hygiène et le respect de la chaîne du froid. Mais nous constatons que ce produit est souvent vendu sur la voie publique, exposé durant des heures au soleil». Enfin, ces commerçants informels de produits alimentaires, peu soucieux de la santé de leur clientèle, semblent inconscients de la gravité de leurs actes qui malheureusement sont à l'origine de plusieurs intoxications et maladies cancéreuses.

T. K.

Tizi Ouzou 86 centres de vote fermés, saccage d'urnes et taux faible de votants

LES LÉGISLATIVES ont été marquées dans la wilaya de Tizi Ouzou par des incidents, notamment le saccage des urnes dans au moins quatre communes, à savoir Yakourène, Akbil, Ait Bouadou et Draa Ben Khedda, alors que 86 centres de vote ont été fermés pour des considérations sécuritaires, avons-nous appris auprès du délégué local de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Youssef Gabi. Ce dernier a expliqué que la fermeture des centres de vote dans pratiquement toutes les communes a été décidée pour éviter l'affrontement entre des habitants et des forces de sécurité. Le même responsable a fait état du retrait d'une quarantaine d'encadreurs de bureau et centres de vote, vite remplacés par d'autres. S'agissant des opérations de vote jusqu'en milieu de l'après-midi, l'Anie a fait état d'un taux de participation de 0,45 %, soit 3 541 votants sur plus de 700 000 électeurs inscrits au titre du corps électoral de la wilaya. Au chef-lieu de wilaya, les bureaux de vote ouverts ont enregistré une défection des électeurs. Dans les centres où nous nous sommes rendus dans l'après-midi, certaines urnes étaient encore vides de bulletins de vote, comme le cas au collège Khamès de la Cité 2000 logements. Dans le centre de vote du CFPA Kerrad-Rachid, un bureau a enregistré vers 15h 17 votants. Pour l'Anie, l'enjeu des législatives à Tizi Ouzou semble celui d'ouvrir les centres de vote, contrairement aux précédents scrutins, la présidentielle et le référendum constitutionnel. **Hamid M.**

Pétrole/Selon l'AIE

D'ici fin 2022, la demande devrait dépasser le pic d'avant-pandémie

La demande mondiale de pétrole, qui s'était effondrée avec la pandémie de Covid-19, devrait dépasser les niveaux d'avant la crise d'ici la fin de 2022, prédit l'Agence internationale de l'énergie (AIE). «La demande de pétrole mondiale va continuer de se reprendre, et d'ici la fin de 2022, la demande devrait surpasser les niveaux d'avant-Covid», écrit-elle dans un rapport contenant ses premières prévisions détaillées pour l'an prochain. Après un déclin record de 8,6 millions de barils (mb/j) en 2020, la demande mondiale devrait rebondir de 5,4 mb/j cette année puis de 3,1 mb/j l'an prochain, pour s'établir à 99,5 mb/j en moyenne. Elle devrait être de 100,6 mb/j au quatrième trimestre de 2022, selon l'AIE. Le pic de la demande mondiale avait été atteint au quatrième trimestre de 2019, juste avant le déclenchement de la crise, à 100,5 mb/j. «Répondre à la croissance attendue de la demande ne devrait pas représenter un problème», estime-t-elle, soulignant notamment les capacités de production supplémentaires de l'Opep et ses alliés. En revanche, l'AIE souligne une nouvelle fois les difficultés posées pour mettre le monde sur

le chemin de la neutralité carbone et limiter le réchauffement climatique. «La demande pétrolière devrait continuer à augmenter, soulignant les énormes efforts nécessaires pour atteindre les ambitions affichées», remarque-t-elle. L'AIE, qui conseille des pays développés sur leur politique énergétique, avait, dans un rapport publié en mai, souligné les efforts nécessaires pour tenter de garder le réchauffement climatique sous contrôle. Elle préconisait notamment d'oublier dès maintenant tout projet d'exploration pétrolière ou gazière et ne plus vendre de voiture thermique neuve au-delà de 2035.

Les cours finissent la semaine en hausse

Les prix du pétrole ont fini la semaine en hausse, bien aidés par des prévisions optimistes pour la demande de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui vont dans le sens de celles de l'Opep publiées la veille.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a terminé à 72,69 dollars à Londres, en hausse de 0,23 % ou 17 cents par rapport à la clôture de jeudi, terminant à un plus haut depuis avril 2019.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet a gagné 0,88 % ou 62 cents, à 70,91 dollars, à un pic depuis octobre 2018. «Le marché semble se concentrer entièrement sur la reprise (robuste) de la demande à l'heure actuelle», explique Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank.

Jeudi, c'est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui tablait déjà sur une accélération de la reprise de la demande pétrolière au cours de la deuxième partie de cette année, dans la dernière édition de son rapport mensuel. Les analystes de JBC pointent de surcroît le soutien aux prix apporté par «de nouveaux problèmes dans l'approvisionnement en Libye, la production ayant été entravée par des défauts d'infrastructures dans

l'ouest du pays». «Le retour des exportations de pétrole iranien semble avoir perdu son effet de choc», complète M. Weinberg. Les prix de l'or noir ont brièvement flanché jeudi en cours de séance américaine, avant de se reprendre après que Washington a annoncé avoir levé des sanctions contre d'anciens responsables iraniens, en pleine négociation sur le nucléaire avec Téhéran.

Si ces pourparlers aboutissent, la levée d'un certain nombre de sanctions économiques, dont l'embargo sur le pétrole en vigueur depuis 2018, pourrait conduire à une augmentation drastique de la production iranienne, une menace pour l'équilibre entre l'offre et la demande et pour les cours du brut.

Meriem Benchaouia

Bilan des dernières 24 heures Virus : 343 nouveaux cas et 5 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, trois cas de moins qu'hier (8), portant à 3 565 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 343 cas, soit 29 cas de moins par rapport au bilan d'hier (372), pour atteindre, au total, 133 070 cas confirmés.

R. N.

Mostaganem

L'image touristique de la ville dégradée par l'informel

■ Bien installé dans le paysage socio-économique mostaganémois depuis quelques années, l'informel n'a laissé libre aucun espace de passage ou de place publique : coins de trottoirs et trottoirs, places publiques, escaliers, squares et jardins publics, entrées d'immeubles, sous les arcades du centre-ville...

Par Lotfi Abdelmadjid

Ce phénomène, qui n'est pas spécifique à Mostaganem, a gagné aussi les villages et du coup occasionne une entrave à la circulation piétonnière. Il est devenu un véritable problème pour les passants, mais aussi pour les riverains respectueux des limites entre ce qui est privé et ce qui est public. En effet, il est des commerçants qui ont profité d'un certain laxisme pour étendre leur activité au-delà du trottoir, jusqu'à occuper une partie de la voie automobile. Ce phénomène a pris tellement d'ampleur qu'il suscite désormais une inquiétude des citoyens qui ne peuvent plus aller d'un endroit à l'autre sans faire du slalom à pied et en voiture également. Les quelques tentatives de libérer les espaces publics se sont soldées par des échecs cuisants, car l'informel de l'Oued Ain Sefra s'est redéployé sur lui-même et sa densité fait de lui un véritable «cluster» entretenant la pandémie virale qui est toujours là. La fameuse «rue du Lion» a gardé ses activités et ne désemplit pas de clientes. Elle a fait des ramifications jusqu'à toute la zone des 3 ponts, vers l'hôpital «Che Guevara» et vers la Cité légendaire de Tigditt, le long de la rue «Qadouss el Meddah». Par ailleurs, les anciens garages de voitures se sont convertis en «centres commerciaux», lesquels attirent une grande affluente de la gente féminine mais aussi de nombreux informels qui sont pour la majorité issus des localités voisines de la commune de Mostaganem. Au cœur de la ville, aux environs du pont «17 Octobre», ce sont des trottoirs occupés par des commerces construits en dur devant l'ilot de police, des escaliers menant vers les bus sont occupés par

des herboristes précaires, des abris-bus reconvertis en kiosques attirent aussi une clientèle des parages. Sous le pont en question, sont entremêlés «dellala, ferracha et khorda», occasionnant une gêne évidente aux bus et aux taxis des 300-600 logements, ainsi qu'à leurs clients et autres piétons. Il y a tellement de choses à dire sur l'immense chaos qui règne que cette situation de pagaille et de désordre semble sortie tout droit du Bangladesh ou des quartiers pauvres des villes indiennes. Dépités et déçus, les citoyens pointent du doigt la mauvaise gestion des APC successives qui en sont les principaux responsables pour avoir permis la «clochardisation» de Mostaganem. Le Marché couvert de viandes, poissons, fruits et légumes, est aussi un autre lieu où tout se confond entre formel et informel qui fait du «dépassement de gabarits des carreaux» une constante. Mais il est vrai que certains enfants de la ville dénieient à cet espace commercial



l'appellation de «marché» et le désignent plutôt de «souk couvert» et ceci est valable aussi pour le marché couvert d'habits, longeant la rue «Abdellaoui, ex-17 tirailleur de ligne». En bref,

Mostaganem, qui se targue d'être une destination touristique, a vraiment besoin d'un véritable plan d'assainissement urbain et d'un plan de réhabilitation urbaine. En attendant cela,

Mostaganem gagnerait dans une grande opération de clean, suivie d'une opération de ravalement des façades car certains endroits sont lamentablement répugnants. L. A.

Santé : le wali part en soutien aux cliniques privées

Une journée après la rencontre avec la Commission de suivi et d'évaluation de Covid-19, soldée par des mesures drastiques visant à cerner une fois de plus la propagation du virus, le wali, Aïssa Boulahya, a effectué, jeudi 10 juin 2021, une visite marathon à une dizaine d'établissements privés de santé. Une opération stratégique par laquelle il envisage sciemment l'intégration de ces investissements à l'effort de santé dans la wilaya. Conscient des enjeux sanitaires en cette reprise crescendo de contagion de Covid-19, le chef de l'exécutif est sorti pour s'enquérir de la situation dans laquelle ces établissements de santé privés prêtent

leurs services aux malades. En compagnie du président de l'APW, du directeur de la santé et des autorités civiles et militaires, le wali a fait la tournée de toutes les cliniques, des établissements d'hémodialyse et des laboratoires d'analyses. Lors des présentations au niveau des hôpitaux privés, il a affiché clairement sa satisfaction quant à l'organisation et à la diversité des équipements (appareillage de diagnostic médical, les équipements à vocation thérapeutique, équipements vitaux à la survie du patient et matériel de laboratoire). Sur place, le premier responsable de la wilaya a signifié aux directeurs de ces infrastructures de santé qu'il vient en soutien, qu'il est dis-

ponible à accompagner l'effort et conforter les prestations médicales et chirurgicales. Il a exprimé sa fierté quant au taux d'intégration des investissements, car il a estimé que c'est un appui indéniable au secteur au profit de la population de la wilaya. Ce type de visite chez le privé a fait découvrir à tout le monde la disponibilité, la diversité et la multifonctionnalité des prestations thérapeutiques. Aujourd'hui, on n'a plus besoin de se déplacer à d'autres wilayas pour des soins qui existent localement. A cet effet, le wali a vivement recommandé aux prestataires privés de promouvoir leurs établissements par des opérations marketing. En fin de visite, la délégation s'est rendue à

l'hôpital des 60 lits de Mersa. Arrivé sur place, le wali a demandé des explications sur les pannes «éternelles» du scanner et des ascenseurs dans un établissement qui a ouvert ses services très récemment. Il faut préciser que le wali a mis le doigt sur les mauvais contrats signés qui tiennent en otage la bonne marche des services. Il a recommandé aux responsables de revoir leurs fiches dans le domaine assez délicat. Mais le message marquant du responsable tout le long de ce périple était de respecter les mesures de prévention contre la propagation du Covid-19 face à la crainte de le voir repartir à la hausse. L. A.

Tizi-Ouzou

Près de 400 millions de DA pour la réhabilitation des structures de santé

Une enveloppe de près de 400 millions de DA a été accordée à la wilaya de Tizi-Ouzou pour la réhabilitation des structures de santé de proximité, a indiqué, mardi, le directeur local de la santé et de la population (DSP), Mohamed Mokhtari.

Ce montant mobilisé au titre de deux programmes notifiés à la wilaya en 2019 et 2020, permettra de réaliser des travaux de réhabilitation de la majorité de structures extra-hospitalières de la wilaya par le lancement de travaux d'urgence (étanchéité, réaménagement, peinture), a-t-il expliqué à l'APS.

«Ces deux programmes visent

à harmoniser nos structures de santé et de les humaniser», a précisé M. Mokhtari, qui a souligné que les travaux à réaliser ont été arrêtés par ordre de priorité en concertation avec les concernés.

Le wali, Mahmoud Djamaa, qui a inspecté lundi la polyclinique de la commune d'Aït Oumalou lors d'une visite de travail dans la daïra de Tizi-Rached, a révélé à la presse que «ce programme de réhabilitation des structures extra-hospitalières a été confié à la direction des équipements publics et les entreprises réalisatrices seront installées dans les prochains mois pour entamer les travaux de réha-

bilitation».

Outre ces opérations de réaménagement, le volet équipement a été aussi pris en charge dans le cadre de ces deux programmes, a fait savoir le wali qui a expliqué que «les besoins exprimés en la matière seront pris en charge graduellement».

Les moyens humains seront aussi renforcés, a-t-il dit, signalant que «des concours de recrutement sont lancés par la DSP pour la mise en place de permanences au niveau des polycliniques et afin de médicaliser progressivement les salles de soins pour avoir, au moins, un médecin par structure».

Lors de cette même sortie de

travail, le chef de l'exécutif local a inspecté des structures relevant du secteur de la Jeunesse et des Sports, dont l'aire de jeu de Sidi Yakoub, la salle de sport Afernakou et le foyer de jeunes de la commune d'Aït Oumalou ainsi que l'aire de jeu du village Igouane à Tizi Rached.

Sollicité par des comités de villages pour l'achèvement de quelques structures ou pour un accompagnement financier pour des travaux de réhabilitation, d'aménagement ou d'extension d'autres espaces de jeunesse, dont certains ont été réalisés par les villageois sur fonds propres, M. Djamaa les a rassurés quant à la prise en charge de leur

doléances.

Lors de cette même visite, le problème d'alimentation en eau potable et du manque de la ressource a été soulevé par des citoyens. Le wali a rappelé que Tizi-Ouzou a bénéficié d'un programme d'urgence pour la mobilisation de la ressource, portant notamment sur le captage de 80 sources au niveau de la wilaya, pour un montant de 800 millions de DA. «Le cahier des charges concernant ce programme a été déposé à la commission des marchés et les entreprises seront installées en juillet prochain», a-t-il conclu.

T. G.

Après-vente

Les opérateurs tenus d'assurer le service sur l'ensemble de leurs réseaux de distribution

■ Le fabricant et/ou l'importateur de biens doit assurer le service après-vente du bien mis sur le marché, de manière à couvrir l'ensemble de son réseau de distribution, stipule le décret exécutif fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre du service après-vente des biens, publié au Journal officiel n° 45.



Par Salem K.

Le texte, qui s'applique aux biens destinés au consommateur après expiration de la période de garantie ou dans les cas où la garantie ne peut jouer, précise que «le service après-vente peut être assuré par une autre personne physique ou morale à laquelle le fabricant et/ou l'importateur fait appel pour la réalisation du service après-vente». De plus, le fabricant et/ou l'importateur doit assurer la disponibilité des pièces de rechange, au moins pour une durée de cinq ans, en cas de fin de production ou d'importation d'un bien, sauf si un texte

particulier prévoit une autre durée. Le vendeur est également tenu de mettre à la disposition du consommateur toutes les informations nécessaires, notamment les coordonnées d'identification du prestataire du service après-vente et sur la disponibilité des pièces de rechange. Le prestataire du service après-vente doit informer le consommateur, avant de procéder à la réparation, de l'origine de la panne, des pièces à remplacer, de la nature de l'intervention et sur les risques éventuels dus à la réparation et toute autre information nécessaire. Il doit, également, informer le consommateur qu'il peut conserver les pièces et les éléments remplacés.

Le prestataire du service délivre un devis au client si celui-ci en fait la demande et il doit l'informer au préalable, dans le cas où le devis est facturé. Le devis doit préciser les éléments essentiels du contrat de service après-vente et le décompte détaillé, en quantité et en prix, de chaque prestation et produit à fournir. Le prestataire peut proposer au client l'utilisation des pièces de rechange d'occasion qui doivent être en bon état et sûres. Il doit également mettre, en présence du client, le bien réparé à l'essai. En outre, «le bien confié au prestataire pour être réparé dont le client n'a pas demandé la récupération dans un délai d'une année décomptée, à partir de la date de récupération du bien, fixée sur le bon de dépôt, est considéré comme abandonné». Le décret indique que les prestataires de service après-vente en activité doivent se conformer aux dispositions du présent décret dans un délai d'une année, à compter de la date de sa publication au JO.

A noter que le texte concerne l'ensemble des prestations que l'intervenant doit fournir lors de la mise à la consommation du bien, à titre onéreux ou gratuit, telles que les prestations de dépannage, de réparation, de maintenance, d'installation, de contrôle technique, de transport ainsi que la fourniture des pièces de rechange.

Samia Y.

S. K.

Pharmaceutique

93 millions USD/an d'économies attendues grâce à la production locale

Un montant de plus de 93 millions de dollars/an doit être économisé par l'Algérie, grâce au passage à la production locale de 37 produits pharmaceutiques, en plus de l'enregistrement de 16 bio-similaires et premiers génériques, selon un bilan établi par le ministère de l'Industrie pharmaceutique. Ce document fait état de la production locale, durant la période s'étalant du 1^{er} janvier 2021 au 31 mai de la même année, de 37 nouveaux produits pharmaceutiques,

autres fois importés, ce qui représente une économie attendue sur la facture d'importation de l'ordre de 16,34 millions de dollars, par année de consommation. Cela en plus de l'enregistrement, au cours de la même période, de 16 bio-similaires et premiers génériques, ce qui permettra, selon le bilan du ministère, une baisse de la facture d'importation des médicaments qui s'élèvera à 76,78 millions de dollars, pour une seule année de consommation. Ce sont, ainsi,

93,12 millions de dollars que l'Algérie pourra économiser pour chaque année de consommation, ce qui a été rendu possible à la faveur de «la priorisation de l'enregistrement des médicaments génériques et des produits bio-thérapeutiques similaires» engagée par le ministère de l'Industrie pharmaceutique afin de pallier les «situations monopolistiques», est-il précisé dans ce bilan. Le ministère prévoit, dans son document, une facture globale d'importation qui

ne devrait pas dépasser 1,2 milliard d'euros, ce qui représentera une économie prévisionnelle de 800 millions d'euros sur l'ensemble de l'actuel exercice. Le bilan du ministère recense, en outre, la délivrance de 18 agréments d'ouverture d'établissement de fabrication, en plus de 230 certificats de produits pharmaceutiques et 284 autorisations de dédouanement (Covid-19), au cours des 5 premiers mois de 2021.

Bourses

Les marchés européens au zénith, Wall Street reprend son souffle

Les Bourses européennes ont été portées à de nouveaux sommets vendredi, par la perspective de politiques monétaires toujours accommodantes et par le reflux des rendements obligataires en dépit d'une accélération de l'inflation américaine en mai. Après avoir ouvert en petite hausse, les marchés européens ont gagné en assurance au fil de la séance. Paris a ainsi terminé au-dessus (+0,83 %) du seuil des 6 600 points pour la première fois depuis le 15 septembre 2000, tandis que Londres s'est offert un plus haut en clôture

depuis le 24 février 2020 (+0,65 %). Francfort a gagné pour sa part 0,78 %, s'adjugeant un nouveau plus haut historique en clôture, à 15 693,27 points, tandis que Milan s'est apprécié de 0,31 %. De son côté, Wall Street se montrait plus hésitante après un démarrage dans le vert. Vers 17h00 GMT, le S&P 500 cédait 0,08 % au lendemain d'un record, le Dow Jones reflétait de 0,26 % tandis que le Nasdaq grappillait 0,07 %. «Les marchés américains ont initialement repris là où ils s'étaient arrêtés la veille avant de voir leur progression

entravée par des prises de bénéfices en amont du week-end», relève Michael Hewson, analyste en chef chez CMC Markets UK.

«Cette semaine a été consacrée aux chiffres de l'inflation et étant donné la réaction que tout le monde a vue sur le marché obligataire, la thèse d'une inflation transitoire l'emporte», observe pour sa part Edward Moya, analyste chez Oanda. Les taux d'emprunt européens ont en effet continué de baisser vendredi en dépit d'une accélération de l'inflation américaine en mai (+5 % sur un an), ressortie au

plus haut depuis 13 ans. Le taux américain à dix ans repartait quant à lui légèrement à la hausse après être descendu la veille jusqu'à 1,43 %, au plus bas depuis début mars.

«L'accélération des prix à la consommation était attendue et, selon les dirigeants de la Fed et de la BCE, elle est due à la fois à des effets de base et à des phénomènes transitoires», rappellent les analystes du courtier Aurel BGC dans leur point mensuel. Mais «si la décision du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) la semaine prochaine

montre une Banque centrale américaine légèrement moins accommodante, un rebond des rendements du Trésor américain et du dollar pourraient se profiler», ajoute M. Moya. De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a soulagé les investisseurs jeudi, en maintenant ses taux inchangés et en répétant ne pas croire à un dérapage durable des prix. Par ailleurs, les dirigeants des grandes puissances du G7 ont donné vendredi le coup d'envoi d'un sommet de trois jours, ambitionnant de remettre le monde sur pied après la pandémie, notamment en distribuant un milliard de vaccins anti-Covid. Sur le front des indicateurs, le Royaume-Uni a enregistré une croissance de 2,3 % en avril, la plus rapide progression mensuelle depuis juillet 2020. Aux Etats-Unis, la confiance des consommateurs s'est redressée en juin, portée par les perspectives de croissance économique et d'un fort recul du chômage.

H. S.

Chine

Les ventes automobiles en hausse de 36,6 % à fin mai

Les ventes automobiles en Chine ont atteint 10,88 millions d'unités durant les premiers cinq mois de 2021, soit une hausse de 36,6 % par rapport à la même période de l'année précédente, selon l'Association chinoise des constructeurs automobiles (Caam). Les ventes de véhi-

cules de tourisme ont progressé de 38,1 % sur un an, à 8,44 millions d'unités au cours des cinq premiers mois de l'année, précise la Caam dans un communiqué. En mai, les ventes automobiles en Chine, le premier marché automobile mondial, ont totalisé 2,13 millions d'unités, soit

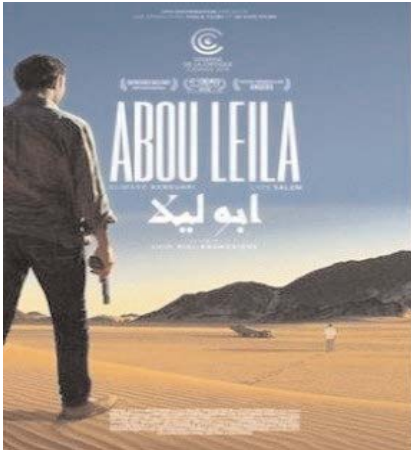
une baisse de 3,1 % en base annuelle. Lourdemment frappé il y a un an par les restrictions de déplacement imposées pour freiner la propagation de la pandémie, le marché automobile chinois s'est progressivement rétabli au second trimestre, en même temps que le reste de l'économie

du pays, l'épidémie ayant été largement maîtrisée. Les ventes de voitures profitent d'un contexte économique favorable en Chine, la seule grande économie mondiale à échapper à la récession en 2020, avec un taux de croissance estimé par le Fonds monétaire international à 1,9 %. R. E.

Après la sortie nationale de «Héliopolis»

«Abou Leila» et «En attendant les hirondelles» en salles de cinéma

■ Le cinéma algérien connaît une nouvelle dynamique ces derniers jours. Fermées au public durant plus d'un an, les salles de cinéma reprennent leur activité avec, à l'affiche, des films algériens récents. Cette démarche est très appréciée par le public dont le nombre augmente petit à petit lors des spectacles.



Par Adéla S.

C'est le film «Héliopolis» de Djaffar Gacem, sorti en 2021, qui a été le

premier à être présenté dans plusieurs villes d'Algérie. Aujourd'hui, la sortie en salles de cinéma des longs métrages de fiction «Abou Leila», de Amine Sidi-Boumediene et «En atten-



dant les hirondelles», de Karim Moussaoui, est prévue à partir du 24 juin, annonce le Centre algérien du développement du cinéma (Cadc) dans un commu-

La distribution de ces deux longs métrages est prévue dans les villes d'Alger, Béjaïa, Oran, Tlemcen, Annaba, Bêchar, Constantine, Tizi-Ouzou, Sidi Bel-Abbès, Souk Ahras, Laghouat, Batna, Saida, Mostaganem, Adrar et Biskra, précise la même source.

D'une durée de 135 mn, «Abou Leila» raconte l'histoire de deux amis qui traversent le désert à la recherche d'Abou Leila, un dangereux terroriste. La poursuite semble absurde, le Sahara n'ayant pas encore été touché par la vague d'attentats.

Réalisé en 2020 par Amine Sidi Boumediene sur un scénario de sa plume, «Abou Leila» a été primé en Espagne et en Tunisie, entre autres. Les acteurs Slimane Benouari et Lyès Salem se partagent l'affiche de cette œuvre.

D'autre part, «En attendant les hirondelles» traite de l'Algérie contemporaine, à travers une

dualité temporelle judicieuse, où le passé de trois personnages, aux vies bousculées et pleines de remous, remonte au présent.

Ce film, réalisé en 2018 par Karim Moussaoui sur un scénario qu'il a coécrit avec Maud Ameline, compte dans son casting les regrettés Mohamed Djouhri et la grande Sonia Mekkiou, Mehdi Ramdani, Hania Amar, Hassen Kechach, Nadia Kaci, ou encore Samir El Hakim.

A. S.

Galerie Ifru Design «L'abécédaire de l'âme» organisée chez El Bayazint

La galerie d'art Ifru Design s'invite en ce mois de juin chez El Bayazint, une maison d'édition sise à la Résidence petite Hydra, Alger. C'est dans le cadre d'une exposition signée Ismahane Mezzaour que les œuvres de cette artiste seront exposées au public à partir du 19 juin. Cette exposition, qui se poursuit jusqu'au 29 du même mois, est le fruit d'une collaboration entre La galerie d'art Ifru Design et la maison d'édition Al Bayazint.

«Mon langage pictural est gestuel, ancré dans la nature et guidé par ma perception intuitive et spirituelle. Si j'aime utiliser un arc-en-ciel de couleurs, le bleu (notamment le turquoise) est le fil conducteur de la plupart de mes tableaux. C'est la couleur de la mer, mais aussi celle du ciel, que je ne me lasse pas d'admirer. Ce ciel, je l'aime, car il appartient à tout le monde, bien que personne n'en soit le maître. C'est un espace éternel, fait de perfection et d'harmonie, inaccessible, mais source d'inspiration permanente ; un espace entre hier et demain, où la liberté prend son essence et l'imagination, son envol», écrit l'artiste à propos de ses œuvres.

A propos du changement des lieux de l'exposition, les responsables de la galerie d'art Ifru Design ont écrit sur leur page Facebook : «Ifru Design est en pleine mutation pour se transformer en Ifru Nomade. Nous avons décidé de poursuivre notre programme d'expositions 2021 en collaborant avec d'autres entreprises culturelles. Je tiens à remercier la gérante de la maison d'Éditions 'al Bayazint' d'avoir accepté d'organiser l'exposition «L'abécédaire de l'âme» dans ces lieux».

F. H.

Œuvres calligraphiques

Un record pour l'association Errakim à Djamaâ El-Djazair

L'association Errakim de Médéa, dédiée à la promotion de l'artisanat et des arts plastiques, a réalisé pas moins de six kilomètres de calligraphie arabe au niveau de Djamaâ El-Djazair (la Grande mosquée d'Alger), ce qui constitue un record dans cette discipline à travers les lieux cultuels de par le monde, a-t-on appris auprès de cette association.

«Avec six km de calligraphie arabe réalisés au niveau de Djamaâ El-Djazair, nous avons réussi à battre un record jamais enregistré dans aucune mosquée dans le monde», a indiqué à la presse Kara Bernou, un des membres de l'association chargée des travaux d'ornement et d'enluminure à la Grande mosquée d'Alger, en marge de la participation de cette association au Salon national des arts plastiques «Baya-Mahieddine», organisé cette semaine à Blida. Ce travail métri-

culeux a été réalisé par quatre calligraphes algériens relevant de l'association Errakim, «en un temps record : pas plus d'une année, au lieu des deux ans initialement programmés pour cette tâche», a expliqué Kara, ce membre de cette association qui a été chargée des travaux d'ornement et d'enluminure de Djamaâ El-Djazair.

Les enluminures réalisées au niveau de Djamaâ El-Djazair sont à «100 % algériennes», a assuré, en outre, M. Kara Bernou, soulignant l'opportunité offerte, au titre de ce travail, à des calligraphes de l'Est et de l'Ouest du pays pour «apporter leur propre touche» avec un encadrement assuré par l'association. Il a totalement réfuté les rumeurs prétendant que ces œuvres «sont l'œuvre de mains étrangères».

Cet artiste a également déploré l'absence «de publicité pour faire la promotion de cette

œuvre artistique», qui a «conté une grande beauté et apporté une touche esthétique certaine à la Grande mosquée d'Alger, à nulle autre pareille», notamment grâce au «mariage harmonieux de la calligraphie Koufi, avec le thuluth (ou soulouci) et l'enluminure».

M. Kara Bernou a notamment cité les belles bandes de calligraphie Koufi ornant l'extérieur de la mosquée, son hall et la salle de prière, outre les grands tableaux sculptés dans la pierre calcaire à l'extérieur de la mosquée, et dans le marbre pour l'intérieur, au moment où d'autres sont sculptés dans le bois et le plâtre.

Les modèles de ces sculptures calligraphiques ont été faits à la main avant leur numérisation, tandis que les sculptures sur marbre ont été réalisées en Chine, et celles sur pierre calcaire en Italie.

Toujours selon les explica-

tions fournies par M. Kara Bernou, ces calligraphies représentent des Hadiths, des poèmes et des proverbes, mais surtout des versets du Saint Coran, dont l'emplacement a été minutieusement réfléchi, conformément aux instructions de la commission du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. A titre indicatif, les versets et hadiths relatifs à la propreté et à la pureté sont placés dans la salle des ablutions, au moment où ceux liés à la prière sont placés à l'intérieur de la mosquée.

La calligraphie Koufi, réalisée à l'extérieur de la mosquée, se taille la part du lion de cette œuvre artistique, eu égard à l'étendue de l'espace qui lui a été réservé, tandis que le style «thuluth» est concentré au niveau des salles de prière et du périmètre de la mosquée, reflétant la majesté des lieux et la piété.

L. B.

Kirill Serebrennikov privé de Croisette

Le cinéaste russe ne défendra pas son film

Le réalisateur est interdit de sortie du territoire après une affaire de détournement de subventions publiques qu'il conteste. Il est privé de Croisette. Le réalisateur russe Kirill Serebrennikov, dont le nouveau film «Petrov's Flu» sera en compétition à Cannes, est interdit de sortie du territoire russe et

ne pourra donc pas se rendre légalement au festival, a indiqué son avocat lundi dernier. Cette interdiction serait en vigueur jusqu'à la fin du sursis dont a été assortie la peine de prison à laquelle a été condamné son client, soit jusqu'à juin 2023. L'artiste de 51 ans a été condamné en 2020 à trois ans de prison

avec sursis et à une amende dans une affaire de détournement de subventions publiques qu'il conteste. En août 2017, il avait été arrêté puis assigné à résidence plus d'un an et demi, accusé avec des associés d'avoir détourné environ 1,8 million d'euros entre 2011 et 2014. Pour ses partisans, le réalisateur

et mettre en scène a en réalité été puni pour ses œuvres parfois osées mêlant sexualité, politique et religion, alors que le Kremlin défend un retour aux «valeurs traditionnelles». Ces poursuites avaient soulevé une vague de soutien international en faveur de Kirill Serebrennikov.

R. I.



Ethiopie

30 000 enfants risquent de mourir de faim au Tigré, selon l'Unicef

■ Des dizaines de milliers d'enfants souffrant de malnutrition risquent de mourir dans la région éthiopienne du Tigré (Nord), désormais touchée par la famine et où l'aide humanitaire peine à arriver, ont mis en garde, vendredi, les Nations unies.

Par Mourad M.

« Sans accès humanitaire pour augmenter notre aide, quelque 30 000 enfants souffrant d'une sévère malnutrition dans ces zones extrêmement peu accessibles courent un grand risque de mourir », a déclaré à Genève James Elder, porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Les combats depuis novembre au Tigré ont perturbé les récoltes dans une région déjà en situation d'insécurité alimentaire.

Les agences humanitaires de l'ONU ont prévenu jeudi que des millions de personnes y avaient besoin d'aide alimentaire, dont 350 000 en situation de famine, et ont dénoncé le blocage

de l'aide par des « groupes armés », sans les identifier individuellement. Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra mardi une réunion à huis clos sur le conflit.

Cette nouvelle réunion se tiendra de manière informelle en raison de l'opposition de l'Ethiopie à ce que le Tigré devienne un sujet à l'agenda du Conseil, un point de vue partagé à divers degrés par plusieurs de ses membres (pays africains, Russie, Chine, Vietnam, Inde), selon des diplomates.

Le conflit au Tigré met aux prises les forces des anciennes autorités régionales – issues du Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF) – et l'armée fédérale éthiopienne, épaulée par des troupes des autorités régionales voisines de l'Amhara, ainsi que par l'armée érythréenne. Jeudi, Mark Lowcock, chef des opéra-

tions humanitaires des Nations unies a estimé que « la famine sévit actuellement au Tigré », soulignant que le nombre de personnes confrontées à des conditions de famine « n'a jamais été aussi élevé ailleurs dans le monde depuis que 250 000 Somaliens ont perdu la vie en 2011 ». Les organisations humanitaires internationales se plaignent depuis des mois d'être empêchées d'accéder à de larges zones du Tigré par les forces éthiopiennes et leurs alliées érythréennes. Ces dernières ont également été accusées de piller l'aide humanitaire. « Nous ne nous pouvons pas aller du tout dans un quart de la zone où l'aide de PAM semble nécessaire », a expliqué, vendredi, Tommy Thompson, coordinateur de l'urgence au Programme alimentaire mondial (PAM) depuis l'Ethiopie lors d'un briefing par vidéo organisé à Genève.

« Personne n'est allé dans beaucoup de ces endroits et c'est là que nous pensons que les gens meurent », a-t-il ajouté.

En plus d'un accès à ces zones, il a lancé un appel urgent à un financement supplémentaire des opérations d'aide et à l'arrêt des hostilités, soulignant le danger encouru par le personnel humanitaire dans les endroits où il parvient à se rendre. « Neuf humanitaires ont déjà été tués », a-t-il rappelé, ajoutant que les



PH. > D. R.

travailleurs humanitaires font face à une hostilité croissante aux points de contrôle. En outre, souvent « nous fournissons de l'aide (...) pour qu'au final les bénéficiaires se la fassent voler violemment ». L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a « des équipes prêtes, des cliniques mobiles (...) capables de nourrir, de fournir des soins », mais « nos équipes sont refoulées par les belligérants », a expliqué une porte-parole de l'OMS, Margaret Harris, aux journalistes.

« Les enfants dénutris sont plus susceptibles de contracter de nombreuses maladies infectieuses et d'en mourir, telles que pneumonies, diarrhée, paludisme ou rougeole », a-t-elle rappelé, « tous les ingrédients d'une situation explosive sont là ». Les États-Unis et l'Union européenne

(UE) ont lancé jeudi un appel pressant à l'action pour lutter contre la menace de famine, à la veille d'un sommet des dirigeants du G7 au Royaume-Uni.

Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, lauréat du prix Nobel de la paix 2019 pour avoir résolu le conflit avec l'Erythrée, a envoyé l'armée fédérale au Tigré en novembre 2020 pour arrêter et désarmer les dirigeants du TPLF, parti à l'époque au pouvoir dans cette région du Nord du pays et qui défiait le gouvernement central. Il avait promis une campagne rapide, mais presque six mois après la prise de la capitale régionale, Mekele, par l'armée fédérale, des combats se poursuivent au Tigré et la situation humanitaire se dégrade.

M. M.



Commentaire

Intérêts

Par Fouzia Mahmoudi

Lorsque Boris Johnson devenait Premier ministre de Grande-Bretagne en juillet 2019, beaucoup prédisaient qu'il formerait alors un duo solide avec le président américain de l'époque, Donald Trump, avec lequel il partageait le goût des déclarations à l'emporte-pièce et des prises de positions polémiques. Mais aujourd'hui, alors que Joe Biden est à la Maison-Blanche, Johnson doit malgré tout se montrer accommodant avec le président démocrate avec lequel il n'a pas beaucoup de points communs. Le Premier ministre britannique assure ainsi qu'entre le Royaume-Uni et les États-Unis, la relation est « profonde et significative ». C'est en ces termes que Boris Johnson a défini ses rapports avec les Américains, à l'occasion d'une rencontre avec Joe Biden. Le Chef du gouvernement britannique et le président américain ont eu l'occasion de se voir à la veille du sommet des dirigeants du G7. « Il s'agit d'une relation que vous pouvez appeler relation profonde et significative, comme vous voulez, relation indestructible », a réagi le Premier ministre à l'occasion d'une interview, vendredi matin, sur la BBC. D'après Boris Johnson, cette relation dure « depuis très longtemps » et a joué un rôle « important » dans la paix et la prospérité, en Europe et dans le monde. Lors de leur tête-à-tête, le Premier ministre britannique et le Président Biden ont abordé 25 sujets en détail, parmi lesquels les perturbations induites par le Brexit en Irlande du Nord. Boris Johnson a minimisé le mécontentement de Joe Biden, fier de ses origines irlandaises, au sujet des tentatives de Londres de revenir sur le « protocole nord-irlandais ». Ce dispositif évite le retour d'une frontière avec l'Irlande, mais perturbe les approvisionnements entre la Grande-Bretagne et la province nord-irlandaise. Que ce soit lui, l'Union européenne, Washington, « tout le monde a un intérêt énorme à s'assurer que nous gardons la symétrie essentielle de l'accord du Vendredi saint », qui a mis fin en 1998 à trois décennies de conflit sanglant entre loyalistes, attachés à la couronne britannique et républicains, favorables à la réunification de l'île. « Je pense qu'on peut y arriver », a assuré Boris Johnson. Le Premier ministre conservateur a également évoqué avec Joe Biden l'affaire, très suivie au Royaume-Uni, de la mort de Harry Dunn, tué dans un accident de la route causé par l'épouse d'un diplomate américain. Cette dernière était rapidement repartie aux États-Unis, invoquant l'immunité diplomatique. Joe Biden est « activement engagé dans cette affaire », a affirmé Boris Johnson. Le chef d'État a « ses propres raisons personnelles de se sentir profondément concerné par cette question », pour avoir perdu sa première épouse et sa fille d'un an dans un accident de voiture en 1972. Selon Boris Johnson, la « difficulté réside dans les limites à ce que l'exécutif peut faire avec [...] le système judiciaire, mais les deux parties travaillent ensemble ». Reste que la relations entre Londres et Washington est depuis longtemps mise en avant, déjà du temps de Tony Blair et de George W. Bush il y a de cela vingt ans déjà, et Biden comme Johnson, s'ils ne partagent pas une vision du monde commune, savent faire de cette relation un atout qui sert les intérêts des deux nations. F. M.

Nigeria

La police disperse des manifestations à coup de gaz lacrymogènes

La police nigérienne a dispersé hier des manifestations anti-gouvernementales à coup de gaz lacrymogènes à Lagos et à Abuja, blessant plusieurs personnes et procédant à des arrestations, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Des activistes nigériens ont récemment appelé à des manifestations pour protester contre la mauvaise gouvernance, l'insécurité et la récente suspension du réseau social Twitter par le gouvernement du président Muhammadu Buhari.

Il s'agit des premières manifestations organisées simultanément dans plusieurs villes depuis le lancement de #Endsars, nom du mouvement contre les violences policières qui avait balayé en octobre dernier les villes du sud du Nigeria, avant d'être réprimé et de tourner en émeutes.

Des centaines de personnes se sont réunies hier à Lagos, une ville qui compte plus de 20 millions d'habitants, et la police a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser la foule. Les manifestants brandissaient des pan-

cartes et des affiches sur lesquelles on pouvait notamment lire « Buhari doit partir », dénonçant la mauvaise gouvernance, l'insécurité et appelant à des réformes.

A Abuja, la capitale du Nigeria, une manifestation semblable s'est déroulée avant d'être dispersée par un détachement de la police, ont constaté des journalistes.

Des journalistes ont déclaré avoir été harcelés par les forces de sécurité.

La police a indiqué de son côté que ces manifestations n'ont pas été autorisées et que plusieurs personnes ont été interpellées.

Le président Buhari, un ancien général élu en 2015, a été récemment la cible de critiques sur l'insécurité croissante au Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique avec plus de 200 millions d'habitants.

Le Nigeria fait face à d'autres immenses défis sur le plan de la sécurité, notamment une rébellion jihadiste dans le nord-est, qui a fait plus de 40 000 morts depuis 2009.

Le gouvernement nigérien a également déclenché un tollé il y a une semaine lorsqu'il a suspendu indéfiniment Twitter dans le pays, affirmant que la plateforme était utilisée pour des activités visant à déstabiliser le Nigeria.

L'ONU, les partenaires occidentaux du Nigeria et les groupes de défense des droits humains ont tous condamné cette décision, la qualifiant de coup porté à la liberté d'expression. Les manifestations d'hier devaient coïncider avec la « Journée de la démocratie », commémorant le jour en 1993 où le Nigeria a élu Moshood Kashimawo Abiola, un chrétien du sud, à la présidence.

Mais la victoire d'Abiola a été annulée par le gouvernement militaire de l'époque, plongeant le Nigeria dans des mois de troubles civils.

Le Nigeria est retourné à un régime civil le 29 mai 1999, mais le Président Buhari a choisi le 12 juin pour commémorer la « Journée de la démocratie » pour honorer Abiola et d'autres héros de la lutte.

Diplomatie/Crise

L'Espagne envisage un élargissement de l'espace Schengen à Ceuta et Melilla

■ L'Espagne a annoncé jeudi qu'elle examine «sérieusement» l'abolition du régime spécial Schengen à Ceuta et Melilla, et leur inclusion dans l'Union douanière, ce qui imposerait aux Marocains de se munir d'un visa pour entrer dans ces deux enclaves, ont rapporté, vendredi, des médias locaux.



Par Moncef G.

Selon les mêmes sources qui citent Ceuta TV, une rencontre a eu lieu jeudi entre le président de la ville de

Ceuta, Juan Vivas et les secrétaires d'Etat pour la Fonction publique et pour l'Union européenne, Victor Francos et Juan Gonzalez-Barba.

Durant cette rencontre, Juan Gonzalez-Barba a estimé que

face «aux faits très graves qu'a connus la ville les 17 et 18 mai, avec l'entrée irrégulière de milliers de Marocains, le gouvernement central examine sérieusement l'abolition du régime spécial Schengen à Ceuta, qui le

maintient en dehors du territoire commun de l'UE, et son inclusion dans l'Union douanière».

«Il s'agit d'une décision d'une importance capitale qui requiert le maximum de consensus dans la ville et parmi les forces politiques nationales», a-t-il expliqué.

Dans la pratique, cela voudrait dire que pour accéder à l'enclave contrôlée par l'Espagne, il faudra disposer d'un visa Schengen alors qu'habituellement, la seule présentation d'un justificatif de résidence pour les Marocains habitant à la lisière de la frontière de la ville suffisait.

Cette intégration de Ceuta et Melilla à l'espace Schengen devrait s'accompagner par l'arrivée de fonds européens, a promis le secrétaire d'Etat à la Politique territoriale, Victor Francos. «Nous voulons que Ceuta soit un acteur majeur dans la mise en œuvre des fonds européens des milliards d'euros qui devraient servir à moderniser Ceuta et à réactiver son économie et améliorer les services», rapporte «Ceuta Al Dia».

Depuis le 17 mai, des milliers de candidats à l'émigration, dont de nombreux jeunes, ont afflué illégalement dans l'enclave, les gardes-frontières marocains les ayant laissé passer. La plupart

ont été refoulés mais plus de 1 000 mineurs marocains sont restés à Ceuta, dont beaucoup errent dans les rues. Les autorités de Ceuta s'activent pour tenter de retrouver leurs parents afin d'assurer leur retour.

Selon Madrid, parmi les migrants, 1 500 étaient des mineurs, tandis que l'ONG Amnesty International avance le chiffre de 2 000.

M. G.

Sahara occidental/Maroc L'ISACOM «salue la décision du Parlement européen condamnant le Maroc»

La présidente de l'Instance sahraouie contre l'occupation marocaine (Isacom), Aminatou Haidar, a salué, vendredi, la décision du Parlement européen condamnant à l'unanimité le Maroc en raison du chantage exercé contre l'Espagne par l'exploitation des mineurs dans «une migration collective purement inhumaine et immorale».

Dans une déclaration à l'APS, la militante sahraouie a affirmé qu'en dépit de cette décision, «celle-ci n'a pas jeté la lumière sur les véritables raisons derrière l'obstination marocaine, dues, a-t-elle dit, au laisser-aller et à la complicité de l'UE avec le régime de l'occupant marocain».

L'Union européenne, poursuit Aminatou Haidar, apparaît «indulgente» envers le Maroc à plus d'un titre, «d'abord considéré comme partenaire stratégique, jusqu'à la complicité flagrante dans le pillage des richesses du Sahara occidental et la poursuite de l'occupation de ses terres», ajoutant que «cela encouragera le Maroc à violer les lois et la légalité internationales».

Elle a appelé le Parlement et l'Union européens à exercer «une pression sur le régime marocain» pour mettre un terme à l'occupation de la République sahraouie.

Le Parlement européen avait adopté, jeudi, une résolution dans laquelle il a rappelé au Maroc que la question migratoire ne pouvait être utilisée à des fins politiques, à plus forte raison lorsque les migrants sont des mineurs.

Il s'agissait aussi, pour le Parlement, de signaler à Rabat que l'adoption de ce genre de méthodes pouvait être considéré comme un geste hostile, pas seulement par l'Espagne, pays ciblé directement, mais par l'Union européenne dans sa globalité.

R. M.

Affaires consulaires

Le Maroc refuse de fournir des services aux ressortissants allemands «sans motif»

L'ambassade d'Allemagne à Rabat a indiqué, jeudi, que «les autorités marocaines compétentes ont refusé de fournir des services aux ressortissants allemands, sans indication du motif».

Dans un communiqué publié sur son site, l'ambassade note que «depuis le 1^{er} mars 2021, le Maroc a suspendu unilatéralement sa coopération avec l'ambassade ainsi qu'avec les institutions allemandes, de même qu'il a imposé une suspension de contact envers l'ambassade. Ceci concerne également les affaires consulaires». Le communiqué explique, par conséquent,

que «le soutien consulaire de l'ambassade d'Allemagne à Rabat ne peut désormais être fourni que de manière très limitée». La représentation diplomatique allemande informe, en outre, que le problème concerne également la prolongation ou la réglementation du séjour des ressortissants allemands au Maroc.

«D'après les personnes concernées, ces services ont été refusés – entre autres par la police – sans indication du motif», lit-on dans le document.

Les citoyens allemands sont donc fortement conseillés de ne pas dépasser la durée autorisée

de séjour sans visa – limitée à 90 jours – et de quitter le pays à temps au moyen des vols spéciaux limités.

«Si la période du séjour légal a expiré, ou si d'autres problèmes liés à la résidence légale surviennent, l'assistance de l'ambassade ne pourra malheureusement pas être octroyée», prévient l'ambassade.

Les interventions de l'ambassade en faveur des ressortissants allemands sont actuellement également entravées par la suspension de contact adoptée par le Maroc, ajoute-t-on de même source.

Début mars, le Maroc a déci-

dé de suspendre ses relations avec l'ambassade d'Allemagne à Rabat, en raison de divergences avec Berlin sur plusieurs dossiers, dont celui du Sahara occidental, occupé par le Maroc depuis 1975.

L'Allemagne qui avait condamné la décision de l'ex-président américain, Donald Trump, de reconnaître la préétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, a soulevé cette question au niveau du Conseil de sécurité, où elle a appelé les Etats-Unis à «agir dans le cadre du droit international».

Samah Y.

OIM

Près de 550 migrants interceptés au large de la Libye

Quelque 550 migrants ont été interceptés jeudi et vendredi en Méditerranée par les gardes-côtes libyens et renvoyés en Libye, a annoncé l'Organisation internationale des migrations (OIM). Dans un tweet, M^{me} Safa Msheli, chargée de la communication au bureau de l'OIM en

Libye, a précisé que ces migrants étaient partis sur plusieurs bateaux pneumatiques dans l'espoir d'atteindre les côtes européennes.

«Tous ont été envoyés en détention», a fait savoir la porte-parole de l'OIM.

Malgré le danger de la traversée, les départs de migrants

depuis les côtes libyennes se sont multipliés ces derniers mois. Depuis le début de l'année, environ 11 000 migrants ont été interceptés en mer par les gardes-côtes libyens et renvoyés dans le pays, a relevé la même source. Elle a fait savoir qu'aujourd'hui, il existe 4 000 personnes environ dans les centres

de détention en Libye, alors que des milliers d'autres sont portées disparues. L'instabilité économique en Libye due à la crise sanitaire, l'accalmie des combats à Tripoli et une météo clémente, peuvent expliquer l'augmentation des tentatives de départs et des renvois en Libye.

Maya H.



Ligue 1 (compétitions africaines interclubs) Vers une extension exceptionnelle des délais d'engagement

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar, a déclaré, vendredi, que la commission d'organisation des compétitions interclubs de la Confédération africaine (CAF) a retenu le principe d'une extension exceptionnelle des délais d'engagement des clubs dans les compétitions interclubs, pour la saison 2021-2022.

«La CAF a accordé trois jours aux membres de la commission d'organisation des compétitions interclubs pour se prononcer sur le principe d'une extension exceptionnelle des délais d'engagement des clubs aux deux prochaines éditions de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération.

L'ensemble des membres ont dit oui à cette proposition, en attendant que le dossier soit étudié par le département permanent des compétitions, cas par cas, selon la situation de chaque pays», a indiqué Medouar, également membre de la commission d'organisation des compétitions interclubs et de la gestion du système de l'octroi des licences de clubs au sein de la CAF.

La CAF a fixé au 30 juin, dernier délai aux associations membres, pour lui communiquer les clubs devant prendre part aux compétitions interclubs. Toutefois, en raison de la pandémie de Covid-19, respecter ce délai sera pratiquement impossible pour la plupart des pays africains, du fait que la compétition est toujours en cours.

«Chaque pays aura désormais sa propre date butoir pour

engager ses représentants. Pour le cas de l'Algérie, le championnat devrait se terminer d'ici à la première semaine du mois d'août prochain, donc nous aurons le temps pour terminer la saison», a-t-il ajouté. Dans une récente déclaration accordée aux médias, le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, a laissé planer le doute sur le sort du championnat de Ligue 1, non sans évoquer la possibilité d'interrompre la compétition avant terme. «Lors de la dernière réunion du Bureau fédéral, nous avons abordé plusieurs possibilités.

La CAF a fixé au 30 juin la date limite pour lui communiquer les clubs devant prendre part aux compétitions interclubs.

Si nous sommes obligés de décaler à la CAF les noms de clubs avant le 30 juin, nous le ferons mais sous réserve. Parmi les probabilités : l'arrêt du championnat, ou l'option d'envoyer les noms des clubs avant cet arrêt, mais à aucun moment nous n'avons décidé de quoi que ce soit», a indiqué le président de l'instance fédérale dimanche dernier, à l'issue du match amical livré par l'équipe nationale algérienne contre son homologue malienne (1-0), au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Avec l'imminente extension exceptionnelle des délais d'engagement, imposée par la pandémie de Covid-19, les différents championnats dans le continent vont pouvoir se poursuivre et aller jusqu'à leur terme.

Coupe de la Ligue professionnelle

Le nouveau stade d'Oran ou le 5-Juillet pour abriter la finale

Le nouveau stade d'Oran et le stade olympique du 5-Juillet d'Alger ont été proposés par la Ligue de football professionnel (LFP) pour abriter la finale de la Coupe de la Ligue, dont la date reste à désigner, a indiqué l'instance dirigeante de la compétition.

«Nous avons saisi le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour proposer le nouveau stade d'Oran ou celui du 5-Juillet pour abriter la finale de la Coupe de la Ligue professionnelle. Nous avons également retenu la date du lundi 5 juillet pour le déroulement de cette finale, en attendant que le lieu et la date

soient validées par les autorités», a indiqué le président de la LFP, Abdelkrim Medouar. La finale de la Coupe de la Ligue mettra aux prises la JS Kabylie au NC Magra.

En demi-finales, la formation kabyle s'est qualifiée aux dépens du WA Tlemcen (1-0), alors que le NCM a passé l'écueil de l'USM Alger (2-1, a.p.).

Pour rappel, la Coupe de la Ligue, réservée exceptionnellement aux clubs de la Ligue 1 professionnelle, a été relancée cette saison en remplacement de la Coupe d'Algérie, annulée en raison de la programmation chargée due au Covid-19.

Euro 2021

L'Italie domine la Turquie en match d'ouverture

L'Italie a réussi ses débuts dans l'Euro de football en dominant la Turquie 3 à 0 lors du match d'ouverture de ce tournoi paneuropéen, vendredi au Stadio olympico de Rome. Devant quelque 16 000 spectateurs, le défenseur turc Merih Demiral a inscrit le premier but de la compétition, contre son camp (53'), puis les attaquants italiens, Ciro

Immobile (66') et Lorenzo Insigne (79'), ont aggravé le score. Avec une composition sans surprise, et donc sans Marco Verratti, encore en phase de reprise après sa blessure en mai au genou, l'Italie a rapidement mis la main sur le match. C'était le scénario attendu : des Turcs regroupés derrière, face à des Italiens maîtres du ballon et tentant de

En s'imposant devant la Tunisie en amical Les Verts battent le record africain d'invincibilité

■ L'équipe nationale de football a battu son homologue tunisienne 2 à 0, en match amical préparatoire, disputé vendredi soir au stade Hamadi-Agrebi de Radès (Tunis), en vue du 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022. Bounedjah (18') et Mahrez (27') ont permis à l'Algérie d'aligner un 27^e match sans défaite et battre ainsi le record africain d'invincibilité, en possession de la Côte d'Ivoire depuis 2013.



Par Mahfoud M.

Le début de la rencontre a été très disputé et équilibré entre deux équipes qui ont mis beaucoup d'intensité. Les «Verts» se sont procurés deux coups francs lors du premier quart d'heure, mais qui n'ont rien donné. Les poulains de Belmadi sont montés en puissance au fil des minutes pour inquiéter sérieusement la défense tunisienne. Servi par Belaïli, le capitaine Riyad Mahrez s'est procuré la première action dangereuse de la partie, son tir dans la surface est repoussé difficilement par le portier de la Tunisie, Moez Hassen (16'). La pression de l'EN a fini par payer deux minutes plus tard. Bounedjah, libre de tout marquage en pleine surface, a ouvert le score d'une frappe croisée, sur une remise de la tête de Belaïli. Une réalisation qui permet au sociétaire d'Al-Sadd (Qatar) d'atteindre la barre de 19 buts au classement historique des buteurs de la sélection. Une ouverture du score qui a donné des ailes aux joueurs du sélectionneur Djamel Belmadi qui ont continué à presser outrageusement l'adversaire,

jusqu'à le pousser à commettre des fautes. Fauché à l'entrée de la surface, Feghouli a obtenu un coup franc direct, exécuté magistralement par Mahrez qui corse l'addition (27'). L'ailier droit de Manchester City signe son 21^e but en sélection. La réaction de la Tunisie n'a pas été au rendez-vous puisque le portier algérien Rais M'bolhi n'a pas été inquiété tout au long de la première période.

Dominés, les «Verts» ont tenu bon

Au retour des vestiaires, la Tunisie, privée des services de ses deux tauliers, Youcef Msakni et Ferjani Sassi, forfaits pour blessure, est revenue avec des intentions offensives, avec l'entrée en jeu de Rafia et Maâloul. Deux changements tactiques de la part du coach tunisien Mondher Kebaier, qui ont permis aux Tunisiens de prendre le contrôle du match, mais sans pour autant transformer les occasions procurées. Les Algériens, qui ont reculé d'un cran, ont procédé par des contres, face à une équipe tunisienne qui a certes dominé la seconde période mais a manqué terriblement de lucidité. La

défense algérienne a bien résisté jusqu'au sifflet final de l'arbitre égyptien Mohamed Maârouf. L'Algérie a terminé le match en infériorité numérique suite à l'expulsion d'Adlene Guedioura (87') après avoir reçu deux cartons en l'espace de cinq minutes seulement. Il s'agit du troisième et dernier test amical pour l'Algérie, après ses deux succès réalisés les 3 et 6 juin face respectivement à la Mauritanie (4-1) et au Mali (1-0), au stade Mustapha-Tchaker de Blida. De son côté, la Tunisie concède sa première défaite depuis le 10 septembre 2019. Les «Aigles de Carthage», difficiles vainqueurs samedi face à la RD Congo (1-0), boucleront leur préparation mardi 15 juin face au Mali à Radès. Côté statistiques, il s'agit de la 47^e confrontation entre les deux équipes, toutes compétitions confondues. L'Algérie compte désormais 17 victoires, pour 15 défaites, alors que 15 matchs se sont soldés sur un score de parité. Ces rencontres amicales s'inscrivent dans le cadre de la préparation des «Verts» en prévision du 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar-2022.

M. M.

Coupe de la Confédération (1/2 finales) Coton Sport-JS Kabylie délocalisé à Yaoundé

La rencontre Coton Sport - JS Kabylie se déroulera le 20 juin au stade Ahmed Ahidjo de Yaoundé, a indiqué, vendredi, l'instance africaine. Initialement programmé au stade Roumde-Adjia de Garoua, cette rencontre a été délocalisée à Yaoundé, en raison de l'ab-

sence du système de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR). La demi-finale retour entre le représentant algérien et son homologue camerounais aura lieu le 27 du même mois au stade 5-Juillet (Alger) à partir de 20h00.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Certification électronique

La contrepartie financière applicable aux prestataires fixée par décret

UN DÉCRET exécutif fixant le montant de la contrepartie financière applicable aux prestataires de services de certification électronique, sur la base des documents comptables transmis par les prestataires de services de certification électronique. Cette partie variable annuelle représente deux pour cent hors taxes sur le chiffre d'affaires, réalisé par le prestataire au titre des services offerts dans le cadre de l'activité de certification électronique pour les deux premières années d'activité. Elle sera d'un montant de trois pour cent hors taxes sur le chiffre d'affaires réalisé par le prestataire au titre des services offerts dans le cadre de l'activité de certification électronique à partir de la troisième année d'activité, détaille le décret. L'autorité économique de certification électronique doit collecter le montant de la partie variable de la contrepartie financière, au plus tard, le 31 décembre de l'année qui suit.

H. Y.

annuelle, calculée par l'autorité économique de certification électronique, sur la base des documents comptables transmis par les prestataires de services de certification électronique. Cette partie variable annuelle représente deux pour cent hors taxes sur le chiffre d'affaires, réalisé par le prestataire au titre des services offerts dans le cadre de l'activité de certification électronique pour les deux premières années d'activité. Elle sera d'un montant de trois pour cent hors taxes sur le chiffre d'affaires réalisé par le prestataire au titre des services offerts dans le cadre de l'activité de certification électronique à partir de la troisième année d'activité, détaille le décret. L'autorité économique de certification électronique doit collecter le montant de la partie variable de la contrepartie financière, au plus tard, le 31 décembre de l'année qui suit.

Grèce/Incendie du camp de Moria

Quatre Afghans condamnés à 10 ans de prison

UN TRIBUNAL grec a condamné, hier, à 10 ans de prison quatre jeunes demandeurs d'asile afghans pour les incendies qui avaient ravagé le tentaculaire camp de Moria, sur l'île de Lesbos, en septembre 2020, alors le plus grand camp de réfugiés d'Europe. Le tribunal de Chios les a reconnus coupables d'incendie volontaire, selon les avocats de la défense qui ont indiqué aux médias faire immédiatement appel de la sentence. Le camp de Moria, mis en place en 2013 au pic de la crise migratoire, abritait plus de 10 000 personnes avant d'être entièrement détruit par les flammes, dans deux feux consécutifs, les 8 et 9 septembre 2020, qui n'avaient pas fait de victime. Lors d'un procès distinct, deux autres jeunes Afghans, mineurs au moment des faits, avaient été condamnés à cinq ans de prison, en mars dernier, par un tribunal de Lesbos, qui les avait

reconnus coupables de figurer parmi les incendiaires. Aucun média n'a été autorisé à pénétrer dans la salle d'audience vendredi et samedi, en raison des précautions prises contre le coronavirus. Les avocats des Afghans ont déclaré qu'ils n'avaient pas bénéficié d'un procès équitable. Ils affirment que trois d'entre eux possédaient des documents prouvant qu'ils avaient moins de 18 ans au moment de leur arrestation, mais qu'ils n'ont pas été reconnus comme mineurs par l'Etat grec. Le procès reposait en grande partie sur le témoignage d'un autre demandeur d'asile afghan qui a identifié les six personnes comme étant les auteurs de l'agression. Ce témoin-clé n'était pas présent à l'audience vendredi, et était également absent du procès des deux mineurs afghans à Lesbos en mars, car il n'avait pas pu être localisé, selon la défense.

L. O.

Etats-Unis

Treize blessés dans une fusillade au Texas

TREIZE personnes ont été blessées, dont deux grièvement, lors d'une fusillade, dans la nuit de vendredi à samedi à Austin, au Texas, a annoncé la police, qui recherchait toujours son ou ses auteurs. Plusieurs tirs ont été rapportés vers 01h30 dans une rue très fréquentée du centre-ville, selon le chef de la police par intérim, Joseph Chacon, qui a évoqué des foules «telles qu'on en voyait avant le Covid». «Nous ne savons pas encore ce qui a provoqué cela ou pourquoi

c'est arrivé», a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse, appelant toute personne ayant des informations ou ayant pris une vidéo sur son téléphone portable à contacter les autorités. «Le suspect reste en fuite. Nous ne savons pas s'il y en a un ou plusieurs», ont dit les forces de l'ordre dans leur communiqué, repris par des médias. La fusillade semble être «un événement isolé» mais l'enquête est en cours, a souligné la police.

O. B.

Les prix des billets air Algérie Trop chers



Loupis

Djalou@hotmail.com

Boumerdès

Neutralisation d'un réseau de vente d'armes de 6^e catégorie

■ Un réseau criminel national, composé de trois individus spécialisés dans la vente d'armes prohibées de 6^e catégorie, a été mis hors d'état de nuire par les services de sécurité de Boumerdès, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Par Slim O.

«La bande exploitait les sites électroniques comme espace de promotion de ce type d'armes prohibées, à savoir des électrochocs de défense sous forme de lampe torche, généralement utilisés dans les opérations de vols et d'agressions de citoyens à travers le pays, pour porter atteinte à la sécurité publique», a indiqué, à l'APS, le chargé de la communication, le

commissaire de police Krime Touati. Les investigations menées par les éléments de la police judiciaire ont abouti à l'arrestation de trois personnes âgées entre 23 et 30 ans, originaires du Centre et de l'Est du pays, qui s'approprièrent, selon la même source, à faire la promotion de ces armes prohibées au niveau du territoire de compétence. L'opération a permis la récupération de 32 armes prohibées de 6^e catégorie (des élec-

trochocs de défense) de différentes formes, 13 cartouches pour électrochocs de défense et 22 bombes lacrymogènes, outre la saisie d'un petit camion, un véhicule touristique, une somme d'argent et huit chèques postaux. Les suspects ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes, a-t-on ajouté de même source.

S. O.

Sûreté de wilaya d'Alger

3 400 affaires élucidées et 3 799 suspects arrêtés en mai

Les services de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Alger ont traité plus de 3 400 affaires et arrêté 3 799 suspects traduits devant les juridictions compétentes, a indiqué ce corps constitué dans un communiqué. Les éléments de la police judiciaire, précise la même source, ont traité 3 412 affaires ayant entraîné l'arrestation de 3 799 mis en cause déferés devant les instances judiciaires compétentes, dont 1 921 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes, 258 pour port d'armes prohibées et 1 878 pour divers délits. Parmi les affaires traitées, 274 affaires ont trait à des atteintes aux biens, 775 à des atteintes aux personnes, 20 à des délits et crimes contre la famille et d'atteintes aux bonnes mœurs, 464 affaires relatives aux biens publics, 7 affaires à caractère économique

et financier et 11 affaires relatives à la cybercriminalité. Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 248 affaires impliquant 258 individus présentés devant les instances judiciaires compétentes, dont 14 placés sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, 1 861 affaires impliquant 1 921 personnes ont été traitées, avec la saisie de 11,161 kg de résine de cannabis, 24 627 comprimés psychotropes, 2,22 grammes de cocaïne, 2,34 grammes d'héroïne, 0,01 gramme d'opium et 28 flacons de produit psychotrope. En ce qui concerne les activités de la police générale et de la réglementation, les forces de police ont mené, durant la même période, 9 842 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, où il a été procédé à

l'exécution de 20 décisions de fermeture ordonnées par les autorités compétentes. A propos de la prévention routière, les services de la sécurité publique ont enregistré 8 922 infractions au code de la route qui ont nécessité le retrait immédiat de 2 775 permis de conduire, et 61 accidents de la route ayant fait 58 blessés et 7 morts, dont la cause principale demeure le non-respect du code de la route. Lesdits services ont aussi mené 252 opérations de maintien de l'ordre. Les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger ont également enregistré, à la même période, 52 647 appels sur le numéro vert 15-48 et le numéro de police secours 17, et 810 appels sur le numéro 104, qui restent à la disposition des citoyens pour signaler d'éventuelles atteintes à leur sécurité.

(APS)